Mani-feste

pour refonder le progrès

Dorothée Browaeys
Jacques Huybrechts

Photo © Mylène Netange

Ce *Manifeste pour refonder le progrès*
est lancé pour les 10 ans
du Parlement des Entrepreneurs d'avenir
les 22 et 23 janvier 2020
qui a comme thème central

« Humanisons le progrès ».

Ce Manifeste, destiné à être largement diffusé,
soutenu et entendu décrit un nouvel
horizon de nos sociétés prenant
les contraintes de notre condition terrestre
comme occasion d'un renouveau.
Il décrit les mutations à l'œuvre pour
faire émerger une nouvelle civilisation
de solidarité et de liberté,
réconciliée avec le vivant.

Parcours

Prologue
- L'aspiration à une refondation
- Trois étapes pour refonder le progrès dans une reconciliation avec le vivant

1 — Réconcilier progrès technique et vivant
- Les dégâts du progrès
- Repenser la trajectoire technique
- Faire de la technique un soutien à la production du vivant
- Les scientifiques comme éclaireurs et vigiles

2 — Inventer une politique de la Terre
- Réencastrer la société et l'économie dans la biosphère
- Résister aux indifférences, réduire les injustices
- Cultiver une souveraineté du politique face au numérique

3 — Régénération et création de valeur
- La comptabilité comme levier de transition
- Explorer des pratiques cohérentes avec nos milieux de vie.

Épilogue : résonance et communauté de destin
- Résonance et communauté de destin
- Apaiser nos identités
- Servir le monde commun

Prologue

Peut-on encore croire au progrès ? Comment espérer aujourd'hui une trajectoire d'amélioration du bien-être de tous et une réduction des inégalités ? Alors que nous découvrons à marche forcée les dégâts non seulement écologiques et climatiques mais aussi politiques et sociaux, peut-on trouver matière à reprendre confiance dans l'avenir ? Face aux menaces d'effondrement, plus personne n'adhère à de simples mesures d'atténuation, de compensation, de remédiation... Il faut vraiment réinventer toutes nos manières de faire dans une perspective radicalement différente. Changer nos façons de produire, d'échanger, d'être au monde. Mais selon quelles boussoles ? Sur quoi peut-on compter ? Que faut-il quitter ? Face aux menaces climatiques et écologiques nous sommes tétanisés. Nous bégayons, nous peinons à penser le temps d'après, à envisager l'avenir, une promesse, du neuf ! Pourtant, si l'homme est devenu une force géologique capable de détruire son propre milieu de vie, pourquoi serait-il incapable de changer de civilisation. Quitter un monde thermo-industriel dont l'économie de marché est indifférente à la biosphère pour réaffecter d'urgence nos moyens immenses vers une autre civilisation ajustée à la Terre et à l'humain, une civilisation du vivant.

Ce retournement a déjà commencé car les limites planétaires et biologiques sont désormais nos balises. Nous comprenons que nous sommes des terriens en dépendance totale d'un milieu naturel fragile. Redécouvrir notre condition de vie permet de revisiter nos interactions, nos cultures, nos milieux et la prodigieuse diversité des sociétés humaines.
Ainsi la boussole du vivant peut redonner un sens nouveau au progrès. Elle nous permet de rompre définitivement avec notre image de prédateur de la biosphère pour en devenir les gardiens. Une boussole qui permet d'adopter une attitude réaliste, consciente que toute croissance et tout progrès sont fondés sur le renouvellement et la régénération.

L'aspiration à une refondation

Le virage est amorcé. Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, les mobilisations pour rendre l'industrie « soutenable », l'accord sur les 17 objectifs de développement durable (ODD) voté en 2015 par les Nations Unies inaugurent une adaptation au monde. Mais nous sommes encore loin de « porter le souci du monde » ! Nous n'avons pas encore déployé les leviers pour soumettre l'économie aux limites biosphériques. C'est pourtant un passage incontournable, comme le reconnait l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans son rapport intitulé « Financer la biodiversité » pour le G7 environnement. Cette instance internationale – qui a ouvert un chantier pour « éviter l'effondrement systémique » a compris que désormais toute performance économique est conditionnée aux performances vitales, écologiques et sociales.

Face aux risques d'effondrement écologique, social et financier, nous proposons de faire « cause commune » autour d'un *Manifeste pour refonder le progrès.*

Notre ambition est d'entrainer une aspiration commune pour un monde futur plus interdépendant et plus cohérent. Elle est surtout de dessiner un cadre de pensée et d'action pour soutenir des mutations personnelles ou collectives d'ordre social, économique et politique.

> *« Notre ambition est d'entrainer une aspiration commune pour un monde futur plus interdépendant et plus cohérent. »*

Loin d'être superficielle, la mutation oblige un réagencement complet des rôles de l'entreprise, de la finance, de la comptabilité, de la recherche, du politique et de la société civile.

Il s'agit d'inventer de nouvelles pratiques pour manger, cultiver, habiter, se déplacer, fabriquer, échanger... autrement.

Cet avenir est riche et foisonnant, truffé d'opportunités, de réagencements, de relations nouvelles. Il implique beaucoup de solidarité pour que les risques de transition soient répartis équitablement. Il nécessite de faire corps politiquement, en résistant aux dislocations sociales et biologiques qu'opèrent l'accélération des gestes et la mise en concurrence des régions du monde.

Pour chacun, la priorité est de prendre soin des milieux naturels, techniques, numériques, financiers pour les maintenir ou les rendre compatibles avec nos vies humaines. C'est la perspective d'un new deal vert qui met l'écologie au centre de tous les arbitrages.

Trois étapes pour refonder le progrès dans une réconciliation avec le vivant

D'une manière paradoxale, notre époque qualifiée d'Anthropocène – puisque les activités humaines des sociétés occidentales sont en train de transformer le « devenir » terrestre – nous confronte en même temps à notre puissance destructrice et à notre fragile condition humaine, dépendante des autres vivants. Cette situation est fondatrice puisqu'elle inaugure la réconciliation avec le vivant si longtemps perçu comme inquiétant car instable ou ingérable. Elle inspire une dynamique en cascades que Felix Guattari[1] avait bien décrite dans son petit ouvrage intitulé *Les trois écologies*. Cette dynamique comprend trois transformations : ajuster notre insertion dans le monde naturel, soutenir notre responsabilité pour faire société, pacifier notre vie personnelle dans la résonance au monde.

Ainsi tracée, la perspective constitue en premier lieu un tournant dans la modernité afin de redéfinir nos relations avec la nature, de saisir l'importance des milieux écologiques, technologiques ou symboliques, de préciser la place nouvelle de la science et des autres savoirs.

En second lieu, elle implique de nous appliquer à protéger les biens naturels ou communs, par des pratiques politiques nouvelles. Cela veut dire penser une « Politique de la Terre » qui transcende les clivages anciens entre conservateurs ou progressistes pour soutenir la coexistence des vivants.

1. Felix Guattari, *Les trois écologies,* Paris, Galilée, 1989

Ce nouvel horizon nécessite en troisième lieu de revisiter ce à quoi nous donnons de la valeur et comment nous pouvons en générer par une innovation frugale, pertinente pour l'homme et la société. Cet horizon nécessite la refondation du rôle des entreprises conçues comme contributives (raison d'être, mission) et une révision comptable.

Enfin, si l'émancipation a été au cœur du progrès des siècles passés, nous cherchons désormais un « art de vivre ensemble », une convivialité comme source de l'épanouissement humain. Les défis qui sont donc les nôtres concernent nos capacités de solidarité, de coopération, d'adaptation et de résilience.

La perspective de ce *Manifeste pour refonder le progrès* est bien d'articuler progrès scientifique, économique, social et politique au service de l'humain et de son milieu.
Si d'aucuns voient dans cette réinvention, une régression, nous pouvons penser inversement qu'il s'agit d'une réconciliation, d'une maturation pour faire advenir un nouveau sens au progrès, celui d'une humanité recentrée, capable de se faire « gardienne » des biens communs.
Il ne s'agit pas de nier la modernité, la puissance d'une rationalité créative mais de saisir ses limites quand elle se fait hégémonique. Composer avec la diversité des expériences humaines qu'elles soient analytiques, artistiques, corporelles, émotionnelles ou spirituelles. Reconstruire des chaînes de valeur partagées pour que nos aliments, nos agricultures et nos paysages, nos moyens de transport, nos habitats et nos villes, nos manières de soigner et nos hôpitaux, nos réseaux numériques... génèrent des milieux favorables à l'épanouissement de chacun. Installer les conditions d'une prospérité par une diversité féconde.
Des pionniers ont déjà amorcé un virage radical inaugurant ce « monde d'après ». Ces hommes et ces femmes porteurs d'une « transition écologique et solidaire » sont d'abord des gens de la terre, agro-écologistes, mais aussi des entrepreneurs, des acteurs locaux ou politiques. Ils développent des activités plus coopératives, plus sobres, plus intégrées, plus robustes. Les jeunes mobilisés dans les grèves du climat ou le Manifeste pour un Réveil écologique plébiscitent ces priorités contributives et qui donnent sens à l'action.

1 — Réconcilier progrès technique et vivant

Pour penser l'avenir, il est toujours bon de revisiter d'où nous venons. Une rapide relecture de ce qui est arrivé en Occident avec la modernité, peut ainsi nous aider à saisir les écueils à dépasser, les transformations à opérer pour quitter l'esprit de surplomb, de colonisation, de domination.
On ne peut plus aujourd'hui se représenter l'humain, sans corps ou hors milieu, comme le faisait Descartes en déclarant : « je pense, donc je suis ». Cette pensée substantialiste nie la relation qui est pourtant instituante, estime le géographe Augustin Berque, fervent promoteur de la mésologie ou science des milieux. « Le dualisme et le regard scientifique objectif tendent à évacuer la relation, explique-t-il. On parle d'environnement comme d'une chose 'vue de nulle part', alors qu'il nous faut rétablir la réalité plus vaste de notre appartenance aux choses. »

Cette conscience nourrie de sensations, d'émotions, d'expériences vient enrichir les dimensions rationnelles et analytiques valorisées dans la modernité. C'est un agrandissement des possibles que nous invite à faire notre époque. Par cette ouverture, le progrès né avec Les Lumières et les révolutions scientifiques et industrielles mérite d'être reconfiguré.

Les dégâts du progrès

Rappelons-nous en effet que c'est en Europe, au XVIIIe siècle que l'on se mit à croire à une dynamique d'amélioration continue, directement reliée à l'idée de perfection instruite par la représentation du divin. Aller de l'avant pour développer les techniques, les industries puis une économie structurante semblait la voie d'une émancipation, d'une sortie de la dépendance à la nature, en poursuivant la domestication du monde. Il faut reconnaître ici que le système techno-industriel n'a eu de cesse de détacher l'être humain de ses symbioses ancestrales. Soutenue par une logique dualiste séparant le corps et la pensée, cette posture a conduit à une trajectoire surplombante et hégémonique : la nature a été exploitée, pillée, dégradée sans que les alertes n'aient jamais été prises au sérieux. Le dogme moderne est resté sourd aux inquiétudes d'Elisée Reclus, au désarroi de David Henri Thoreau, ou plus récemment au *Printemps silencieux* de la biologiste Rachel Carlson (1962) qui constatait la vulnérabilité des populations au DDT (insecticide interdit dans les années 70).
Ce dogme est parfaitement exprimé par le slogan de l'exposition universelle de Chicago en 1933 : « la science découvre, l'industrie applique, l'homme suit ». On croit encore à cette époque à un progrès linéaire, automatique basé sur un contrat social qui soutient la recherche scientifique. La confiance s'étiole, après-guerre, avec des technosciences qui s'arriment de plus en plus au marché. Les catastrophes chimiques ou nucléaires puis les destructions chroniques soulignées dans le rapport « Les dégâts du progrès » de la CFDT publié en 1972 sèment le doute concernant le rôle des chercheurs.
Ainsi se creuse le fossé entre ceux qui continuent de croire que le progrès scientifique est notre voie de salut et ceux qui considèrent que le prix à payer d'une « fuite en avant de l'innovation » est devenu intenable. Au sein du premier courant, les transhumanistes incarnent une posture extrême. Technofascinés, ces derniers veulent accroître les performances humaines par toutes sortes de biotechniques jusqu'à viser l'immortalité. On retrouve avec eux l'hubris condamné par les Grecs.
Toujours est-il que nous ne savons plus comment piloter la machine à innover, comme l'exprime parfaitement le philosophe allemand Peter Sloterdijk. « Depuis que le progrès est devenu automatique, l'optimisme quant à l'avenir s'est transformé en une mélancolie processuelle, observe-t-il. Nous sommes sur un tapis roulant qui nous conduit vers l'imprévisible [2] ».

Repenser la trajectoire technique

Vouloir sortir de cette fuite en avant, suppose de reconnaître les mythes que la modernité a entretenus : le premier est celui

2. Peter Sloterdijk, *La Mobilisation infinie,* Paris, Christian Bourgois éditeur, 2000

d'une nature-réservoir, pensée comme inépuisable ; le second est la réversibilité qui laisse penser que tout peut être compensé ; le dernier considère toute chose équivalente à son modèle et sa valeur monétaire.
Ces fictions ont permis les destructions massives que l'on connaît. Mais repenser la trajectoire technique n'est pas si simple tant la modernité a organisé la guerre entre nature et technique. Pourtant ces deux termes procèdent d'un principe commun. Ainsi l'étymologie latine du mot *natura* – du participe futur de *nascere* – signifie « ce qui donne naissance, le fait de naître, ce qui présage de la chose ». Par ailleurs, la *teknè* (dont la racine indo-européenne *tik* signifie « engendrer ») évoque la génération. Il est donc grand temps de réconcilier ces deux parts de nous-mêmes qui n'ont aucune raison de se faire la guerre !

Faire de la technique un soutien à la production vivante

La considération de l'organique et de ses capacités résilientes peut en effet inspirer un mode d'innovation centrée sur la régénération (plutôt que sur la fabrication). La tendance est là avec le biomimétisme, le génie écologique, les usines microbiennes où l'on « met au travail » les levures ou les bactéries pour produire des médicaments ou des carburants. Ces recours au vivant ouvrent la voie à une écologie industrielle, dans laquelle on module plus que l'on ne contrôle. C'est vrai dans les champs avec les solutions de lutte biologique pour réguler les populations de ravageurs. C'est aussi vrai en santé, puisque l'on inocule des bactéries dans les muqueuses (intestinales notamment) pour leurs capacités protectrices. Ces approches incarnent un véritable changement d'esprit qui, loin des systèmes confinés, contrôlés et stables misent sur des solutions sobres et judicieuses (*jugaad* pour reprendre le terme hindi consacré par Navi Radjou[3]). Les limites en ressources et en énergie poussent à leur valorisation optimale par l'économie circulaire. Avec ces démarches, c'en est fini du modèle productiviste, linéaire, fondé sur quatre logiques : extraire, produire, consommer, jeter ! Les inventions techniques soutiennent les capacités organiques.

Les scientifiques comme éclaireurs et vigiles

Si l'effort de recherche a été partiellement réorienté vers les défis de transition, pour autant les règles de promotion des scientifiques par leurs publications scientifiques dans les revues cotées n'ont pas changé. Elles restent gouvernées par une logique de performance « hors-sol » sur la base de travaux faits sur de courtes durées. De ce fait, les travaux complexes et interdisciplinaires sont défavorisés, d'autant qu'ils s'inscrivent dans des temps longs. C'est ainsi par exemple que la physiologie, l'agronomie, l'écologie sont désertées alors qu'elles sont les clés d'une compréhension intégrée des phénomènes vivants, essentielles face aux urgences actuelles.
Les chercheurs peuvent pourtant jouer un rôle majeur pour rejoindre les préoccupations citoyennes, pour mettre en récit

3. Navi Radjou (avec Simone Ahuja, et Jaideep Prabhu), *L'innovation Jugaad, Redevenons ingénieux,* Paris, Diateino, 2013

leurs connaissances au service de solutions justes et prudentes. Ils ont tout intérêt à retrouver leur mission d'éclaireurs comme le font les membres du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ou de l'IPBES (plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques). Certains se transforment en lanceurs d'alerte avec des appels collectifs (11 000 en novembre 2019) pour décréter l'urgence climatique. Après des décennies où divers scandales (sur le tabac, les OGM, les pesticides...) ont malmené la réputation académique, les scientifiques peuvent aujourd'hui revenir au-devant de la scène pour hiérarchiser les informations, balayer les *fake news* et accompagner les mobilisations citoyennes.

> *« C'est une culture du questionnement et de la vigilance que la communauté académique doit soutenir dans l'espace public. »*

C'est une culture du questionnement et de la vigilance que la communauté académique doit soutenir dans l'espace public. Nous sommes loin d'une science dogmatique qui assène des vérités surplombantes, en s'arrogeant parfois un rôle politique déplacé. Il nous faut aussi soustraire les priorités de recherche aux logiques économiques pour maintenir actives les communautés académiques sur des sujets d'intérêt général. Le rôle social des chercheurs est bien de rester garant des savoirs sur le monde. L'avenir aura besoin d'une nouvelle confiance entre scientifiques et citoyens, comme le manifeste la jeune Greta Thunberg qui se réfère systématiquement aux constats des chercheurs pour justifier et étayer son combat.

2 — Inventer une politique de la Terre

Les drames du XXe siècle ont entamé durablement la confiance en l'homme. Ce n'est pas un hasard si, au sortir de la seconde guerre mondiale, juste après la Shoa et Hiroshima, est née la cybernétique, cette science qui permet de déléguer la gouvernance aux machines. Les techniques numériques mobilisant information et programmation culminent aujourd'hui dans les algorithmes qui soutiennent la finance. Celle-ci fructifie en dehors de l'économie réelle (biens et services vendus et achetés). Désormais les mouvements de capitaux à objet purement financier dominent les marchés et structurent l'économie mondiale. Le technomarché est roi !

Ainsi la plupart des gens soumis à la société de surconsommation, se sentent pris dans un système fait d'automatisations et de délocalisations, générant un immense sentiment d'impuissance, et une défiance envers les dérives du capitalisme.

Ré-encastrer la société et l'économie dans la biosphère

Pourtant le bug ne vient pas ici de l'effet des marchés mais bien plutôt d'un « désencastrement » signalé par Karl Polanyi en 1944 dans son livre *La grande transformation.* Son constat est simple : le monde occidental n'accepte pas de dépendre de la nature. Ainsi a-t-on assisté à une succession de « désencastrements » : la biosphère a été soumise à la société qui elle-même a accepté la domination par l'économie (lors des dérégulations

des années 80) que contraint la finance. Le phénomène aboutit à la marchandisation de la société.

Pour traiter cette inversion des ordres, il nous faut désormais « réencastrer » la finance dans l'économie, l'économie dans la société et la société dans la biosphère. C'est un peu comme un gant qu'il faudrait retourner. Tout un programme donc qui peut être mis au centre d'une « Politique de la Terre » capable de remettre l'économie et la finance sous contrôle de la société. Cette politique qui embrasse nécessairement le long terme, assure en premier lieu le maintien de nos conditions de vie. « Il s'agit de redécouvrir les conditions matérielles de nos existences » insiste le philosophe Bruno Latour, car « nous ne savons plus à partir de quoi nous vivons ? » (*Où atterrir, Comment s'orienter en politique,* La Découverte, 2017).
Dans le monde entier se développe cette sensibilité nouvelle aux biens communs et le droit des peuples à vivre dans des milieux sains. Défense de la qualité de l'air, mobilisation pour les océans et contre les plastiques, nouvelles pratiques agricoles pour des sols vivants témoignent d'un « souci partagé du monde ». Cette conscience d'une vie située et inscrite dans le temps permet de régénérer la conscience de continuités (filiation) à un moment de dislocation tous azimuts. Aux pratiques d'écocides, il s'agit d'opposer la cohésion du monde organique (humains compris) que le droit tente de mettre en valeur. Ainsi les fleuves Whanganui (Nouvelle Zélande) ou le Gange (Inde) ont été récemment protégés. Sachant que l'éthique est le « souci de la coexistence », pourrait-on miser sur une nouvelle attention ou « considération » (pour reprendre le terme développé par Corine Pelluchon) pour les humains, les migrants, les plus démunis et pour tous les vivants ?

Résister aux indifférences, réduire les injustices

Alors que les mouvements de migration vont se multiplier, nos sociétés doivent se prémunir contre l'indifférence. Car nos sensibilités s'amenuisent avec le recours croissant aux outils numériques. Il va falloir lutter contre « la misère écologique, sociale et esthétique » imposée par le capitalisme culturel des « industries du symbole »[4] en renouant avec les expériences sensibles. Un autre défi politique majeur est la fracturation de l'espace social, soumis à l'accélération, à la déterritorialisation et aux lois du marché. Il s'agit de déplacer les enjeux « fin du mois » et « fin du monde » sur le terrain de l'équité. La difficulté est ici d'intégrer des problèmes à résoudre : neutralité carbone, protection de la biodiversité, réduction des pratiques polluantes, développement économique à l'heure où l'empreinte environnementale des ruraux est 4 à 5 fois moindre que celle des urbains, et que celle des Américains peut être jusqu'à 100 fois celle d'un Indien ! Les mouvements d'occupation (ND des Landes, Gilets jaunes...) révèlent le besoin de réanimer la cohésion, celle du monde organique mais aussi celle entre les générations, entre les cultures, entre les nantis et les pauvres. La « Politique de la Terre » est forcément d'abord territoriale, capable d'assembler et de maintenir ensemble les trois facteurs de richesse :

4. Bernard Stiegler, *De la misère symbolique, L'époque hyperindustrielle,* Paris, Galilée, 2004

le milieu naturel, le milieu social et le pouvoir financier. Cela passe par une reconfiguration des valeurs grâce à de nouveaux contrats entre producteurs et usagers ou consommateurs à l'image de l'initiative *C'est qui le patron ?!*

Le progrès social semble compromis tant on répète que les générations futures vivront moins bien que celles qui les ont précédées. Le sujet a fait l'objet d'un Manifeste forgé par le *Panel international sur le progrès social* et publié fin 2018. Celui-ci montre que le tissu économique et les capacités d'évolution des entreprises, soumises aux risques de transition sont déterminantes pour offrir des perspectives d'emploi stimulantes.

Au-delà du ré-encastrement déjà évoqué auquel l'État doit s'atteler, il serait bon d'amplifier la dynamique de la loi Pacte. Celle-ci est capable de pousser les entreprises à se doter d'une mission ou d'une raison d'être, ce qui est propice à donner du sens aux salariés. On peut aller plus loin en incitant l'entreprise à se penser comme 'contributive' voire catalyseur de la transition, à l'image de nombreux groupes actifs dans l'économie sociale et solidaire. Des mesures de conditionnalité des aides (crédit impôt recherche, bonus fiscaux) pourront aussi favoriser un alignement des objectifs sur l'urgence du vivant.

Cultiver une souveraineté du politique face au numérique

Il est clair que les États ne peuvent plus abandonner leurs souverainetés à des forces économiques. Les bras de fer sur les techniques de suprématie (5G et bientôt 6G ou ordinateur quantique) conditionnent aussi la possibilité de maintien des démocraties. La menace d'une gouvernance totale par le calcul mérite que l'on maîtrise politiquement les projets d'intelligence artificielle (deep-learning, blockchains...). Car nous assistons en même temps à la réduction de l'autonomie du vivant (reproduction bridée, organismes remaniés et confinés, habitats fragmentés...) et à l'acquisition croissante d'autonomie du côté des machines. La gestion de nos vies se fait *on line !* Les algorithmes gèrent nos déplacements, nos achats, notre « maintenance médicale », etc., jusqu'au pilotage des investissements et des choix financiers. Le gouvernement de l'humanité même se réduit à son administration gestionnaire, la technoscience et le cybermanagement poussent à l'éclipse de l'État, en le soumettant à la performance. Dominique Bourg dénonce le risque de « déchéance de souveraineté anthropologique, nous conduisant de l'animal humain inséré à merveille dans son milieu – ou ce qu'il en reste – à un individu assisté, à tel point que ses aptitudes s'étioleraient. Se produirait alors un immense Alzheimer collectif[5] ».

> *“La gestion de nos vies se fait on line !”*

Si le monde numérique inquiète aujourd'hui c'est à la fois parce que l'on constate ses effets de captation des pratiques, des valeurs, et des pouvoirs d'agir. C'est pourquoi il nous faut opérer un discernement sur la question essentielle des délégations et notre conception de la sécurité. Il faut choisir collectivement

5. Dominique Bourg, *Le marché contre l'humanité,* Puf, 2019

entre se fier aux algorithmes ou bien parier sur la puissance protectrice des organismes en relation.
La nécessité de concertations approfondies et pérennes devient cruciale sur de tels enjeux. Il y a des appétits à contenir en effet. Et le rôle politique n'est pas réductible à la satisfaction des besoins matériels. Car les échanges humains sont régulés par des dimensions non matérielles (affection, respect, estime, confiance...). Il est donc nécessaire que ces « émotions humaines » puissent être générées grâce à des agoras où les accords, les désaccords sont éclairés, explicités et partagés. Les conflits sont sources d'enrichissement, de reconnaissance, de mutations. Ils sont le moteur d'une vision intégrée, d'un repérage de valeurs, indispensables pour accomplir les transitions qui sont devant nous. Il nous faut à tout prix combattre une gouvernance totale par les nombres[6], par la pratique du dialogue multiacteurs qui permet comme le disait Marcel Mauss de s'opposer sans se massacrer et de se donner sans se sacrifier. On peut utilement ici se référer au second Manifeste convivialiste publié en 2019.
À l'heure de la montée des populismes et des pouvoirs numériques monopolistiques, la vitalité démocratique est stratégique. Et elle se manifeste dans une myriade de mouvements de réappropriation de notre destin commun, à l'échelle locale comme mondiale. C'est elle qui permet de « cultiver un milieu associé à l'innovation » pour assurer des politiques cohérentes et inclusives. Il s'agit d'apprivoiser les dilemmes ou couples antagonistes qui structurent notre univers de valeurs.

6. Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres,* Fayard, 2015

Dans son « Manifeste pour une mondialité apaisée[7] », Mireille Delmas-Marty, explique que nous sommes toujours partagés entre quatre couples de vents à première vue contraires : liberté/sécurité, coopération/compétition, innovation/conservation et enfin exclusion/intégration.
Ces points cardinaux résonnent avec le vivant comme les axes d'une biopolitique en émergence. Ils forment une « rose des vents » précieuse pour guider nos choix collectifs, dans un souci du monde et des générations futures.

3 — Régénération et création de valeur

Si le véritable ressort du futur est le vivant, alors, il nous faut assurer les conditions de sa régénération. Cela nécessite de passer à une économie nouvelle. Certains l'appellent économie régénérative, d'autres permaéconomie, ou bioéconomie. Il s'agit toujours d'une économie *avec* le vivant. Celle-ci réinvente tous les systèmes agricoles et industriels afin de produire des aliments, des textiles, des matériaux de construction, de l'énergie... en utilisant moins de ressources (sobriété) et en émettant moins de carbone (empreinte GES réduite). Elle conçoit la croissance en même temps que le renouvellement des ressources et leur restauration. Il ne s'agit plus seulement de baisser tous les impacts négatifs ; l'entreprise régénérative adopte les logiques du vivant : adaptation, circularité, solutions multiples, évolution. Elle inspire les géants de la construction (Bouygues, Vinci, Italcementi...),

7. Mireille Delmas-Marty, *Manifeste pour une mondialité apaisée,* dans *Mediapart,* 24 décembre 2017

les fabricants de revêtements ou de plastiques (Interface, Novamont), les acteurs de la mode (LINportant, Ecoalf, 1083) ou de la cosmétique (Natura au Brésil, Oolution en France).
John Fullerton compare la bascule vers cette « civilisation de la régénération » à la révolution copernicienne. Fondateur du Capital Institute, cet ancien conseiller chez JP Morgan a décrit, dans un livre blanc, huit principes pour soutenir cette économie régénératrice[8]. Comme un usager de monocycle, il s'agit sans cesse de viser les équilibres et d'articuler efficacité et résilience, collaboration et compétition, diversité et cohérence, besoins différents des petites, moyennes et grandes organisations. La priorité est donnée à la vision systémique.

La comptabilité comme levier de transition

Pour les entreprises, la conversion passe aussi par une évolution des modèles économiques. La performance est pensée en contexte, conditionnée par le renouvellement des matières utilisées, mais aussi la prise en compte des initiatives et du bien-être des salariés. Le management peut ainsi devenir une véritable adaptation aux situations comme le préconise Frédéric Laloux, auteur de *Reinventing organizations*[9]. Ce dernier considère qu'il faut commencer par regarder une entreprise comme un être vivant évolutif, interconnecté, en quittant nos représentations centralisées des organisations.

8. http://capitalinstitute.org/regenerative-capitalism/
9. Frédéric Laloux, *Reinventing organizations, Vers des communautés de travail inspirées,* Paris, Diateino, 2015

La transformation vise aussi la gouvernance des organisations. Au-delà des efforts de durabilité, de responsabilité (RSE), il est possible d'intégrer dans le système de décision des entreprises, la prise en compte des écosystèmes écologiques et sociaux dont elles dépendent. Les investisseurs sont demandeurs de cette évolution pour sécuriser leurs mises. En effet aujourd'hui, les « externalités des activités industrielles » sont maintenues hors radars de la gouvernance des organisations. S'il faut donc traiter d'un même geste les risques financiers, écologiques et sociaux, il y a donc peut-être une chance de faire, « cause commune » ! Autour d'un levier puissant : la comptabilité du vivant.
Déjà le reporting extra-financier permet de rendre compte des impacts sociaux et naturels des activités des entreprises. Mais il s'agit de déclarations hors bilans financiers qui n'incitent pas forcément à bonifier les pratiques. Divers acteurs académiques, politiques et économiques souhaitent faire évoluer les conventions comptables pour qu'elles considèrent les capitaux naturels et humains comme le capital financier. Ils entendent les considérer comme une dette (mise au passif) à rembourser. Cette conversion comptable est difficile à accomplir tant les normes sont aujourd'hui internationalement fondées. Elle permettrait pourtant de sortir de toutes les déclarations, pétitions, recommandations qui patinent sans prise sur le logiciel économique. Elle répondrait à un besoin de cohérence. « Nous dépendons tous de la nature, et pourtant le modèle économique traditionnel et son approche axée sur le court terme sont porteurs de destruction et non de régénération de la nature, estime Thomas Lingard, Directeur Général Monde pour le climat & l'environnement d'Unilever. Il faut que cela change ! »

Explorer des pratiques cohérentes avec nos milieux de vie

À un niveau plus global, de nouveaux indicateurs de richesses émergent depuis trente ans, pour contrebalancer le repère biaisé du Produit intérieur brut (PIB). Ces derniers balisent la transition socio-économique en marche : empreinte écologique, indice de bien-être soutenable ou de développement humain (IDH), indicateur de progrès véritable, index de vie meilleure (OCDE 2012). Avec Amartya Sen, un principe est mis en avant : celui des « capabilities ». L'économiste indien focalise sur le potentiel d'épanouissement des compétences. On commence à miser enfin sur des dynamiques plutôt que sur des structures !

Les 17 objectifs de développement durable, adoptés par l'ONU en 2015 orientent aussi les efforts avec l'ambition de « transformer notre monde ». « Nous sommes déterminés à faire en sorte que tous les êtres humains aient une vie prospère et épanouissante et que le progrès économique, social et technologique se fasse en harmonie avec la nature » lit-on dans la déclaration des 193 signataires. Il s'agit aussi de se donner les moyens de la paix : « Nous sommes déterminés à favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et la violence. En effet, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable ».

Le cap est bien de réunir dans la même dynamique progrès social et progrès écologique, comme a souhaité le faire le pape François dans son encyclique *Laudato si',* publiée quelques mois plus tôt, en juin 2015. « L'environnement humain et l'environnement naturel se dégradent ensemble, souligne-t-il. Et nous ne pouvons pas affronter adéquatement la dégradation de l'environnement si nous ne prêtons pas attention aux causes qui sont en rapport avec la dégradation humaine et sociale[10] » (LS48). Le pape indique une voie à suivre : « Il devient indispensable de créer un système normatif qui implique des limites infranchissables et assure la protection des écosystèmes avant que les nouvelles formes de pouvoir dérivées du paradigme techno-économique ne finissent par raser non seulement la politique, mais aussi la liberté et la justice » (LS53).

Épilogue

Résonance et communauté de destin

Dans ce « moment du vivant », nous ressentons que rien n'est jamais acquis ou garanti. Les artistes sont nombreux à montrer l'éphémère, l'œuvre du temps par les moisissures ou la croissance des mousses. Nous découvrons ou acceptons que nous habitons un monde vulnérable. Dans ce contexte, depuis une quinzaine d'années, se sont développées des démarches de soin - appelé Care - pour « maintenir, perpétuer et réparer notre "monde", en sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible » (Joan Tronto).

L'entraide aussi est à la mode, ainsi que le développement personnel ou la communication non violente. Mais la proposition la plus

10. Pape François, Encyclique *'Laudato si',* 18 juin 2015, http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html.

stimulante pour penser notre manière d'être au monde est celle d'Hartmut Rosa qui développe la perspective de la résonance comme antidote à l'accélération. « Le rêve de la modernité, c'est que la technique nous permette d'acquérir la richesse temporelle. L'idée qui la sous-tend est que l'accélération technique nous permette de faire plus de choses par unité de temps (...) Alors que les moyens techniques et notamment l'internet rendent disponibles quantité de services ou de biens à consommer (tourismes, commerces, relations...), le monde s'éloigne, souligne Hartmut Rosa[11]. La promesse d'une mise à disposition totale du monde se mue en paradoxe : l'accélération tue les échanges, génère indifférence et hostilité. Le monde ne répond plus. »

Apaiser nos identités

Dans *Résonance, une sociologie de notre relation au monde*[12], Rosa explique la puissance organisatrice de nos expériences de résonance, en famille, dans le travail ou le sport, la religion ou l'art. Ces échos du monde en nous nous informent, au sens où ils nous donnent « forme », laissant leurs empreintes d'émotions ou de compréhensions. Ce métabolisme intériorise véritablement les éléments extérieurs comme une respiration. Il grave le monde en nous. Cette conscience peut faire évoluer notre

11. Propos tenu lors de la rencontre organisée par Citéphilo, le 11 mai 2017, à l'Institut Goethe, à Paris, sur le thème de l'accélération sociale. https://www.goethe.de/ins/fr/fr/sta/par/ver.cfm?fuseaction=events.detail&event_id=20970636.
12. Hartmut Rosa, *Resonanz: Eine Soziologie der Weltbeziehung,* Berlin, Suhrkamp, 2016. Trad. française de Sasha Zilberfarb : *Résonance. Une sociologie de notre relation au monde,* Paris, La Découverte, 2018.

rapport à l'identité et apaiser les peurs. Car nous abritons des identités multiples que les rencontres révèlent ou bousculent, ouvrant la voie à des capacités insoupçonnées.
Rosa décrit deux sortes d'axes. Les axes horizontaux sont l'amitié, l'amour et même la vie politique, car « la grande promesse démocratique, c'est que votre voix personnelle, en tant que citoyen, va trouver un écho dans l'organisation collective ». Du côté des axes verticaux, se trouvent la nature, la religion, l'art. « Si la plupart de nos contemporains apprécient les immersions dans la nature, la religion et plus spécifiquement la prière ont longtemps été des manières privilégiées de se connecter au *grand tout,* à ce qui nous excède et dépasse nos capacités de compréhension, souligne-t-il. Il faut sortir des logiques d'optimisation, de rendement, d'accumulation pour commencer à résonner. »
Si l'accélération est le problème, alors peut-être la résonance en est le pendant qui soigne et réorganise. : « Incluant le souci des autres et de la nature dans le souci de soi, le sujet s'élargit et se perçoit comme une partie de l'univers[13]. » souligne Corine Pelluchon. Pour elle, il ne s'agit plus simplement de « vivre de », mais de découvrir comment « vivre avec », et finalement « vivre pour ».

Servir le monde commun

C'est sans doute dans l'expérience de la vulnérabilité, la possibilité d'une altération, que les humains éprouvent leur communauté de destin. « L'homme n'est pleinement homme qu'à

13. Corine Pelluchon, *Éthique de la considération,* Paris, Seuil, « L'ordre philosophique », 2018.

la mesure de son *défaut d'être,* souligne Jean Lauxerois qui rappelle que cette conscience fut la source de l'aventure grecque[14]. C'est à l'épreuve de sa limite et de sa condition de mortel qu'il peut s'accomplir et construire un monde commun ».

C'est d'ailleurs l'expérience fondatrice du nouveau-né humain, le plus inachevé de tous les petits animaux. On parle de néoténie pour désigner cette immaturité. Ainsi le petit d'homme se gorge de son milieu ; dans nos cortex, c'est une sorte d'équivalent du monde qui se forge au fur et à mesure de ses perceptions. Ce qui fait dire à Kant que « L'homme est responsable de l'humanité en sa propre personne »[15].

> ***« L'homme n'est pleinement homme qu'à la mesure de son défaut d'être »***
>
> **Jean Lauxerois**

Pour conclure ce Manifeste nous reprendrons l'Appel de 2009 du Collegium international, fondé par Michel Rocard, Stéphane Hessel, et Sacha Goldman. C'est en clôture du colloque *Un monde en sursis* que Peter Sloterdijk a prononcé cette invite pressante : « La dérive catastrophique des processus globaux exige aujourd'hui que l'on réfléchisse à la création d'une unité de solidarité globale, qui serait suffisamment forte pour servir de système immunitaire au Tout, dépourvu de défense – ce Tout non protégé que nous nommons nature, Terre, atmosphère, biosphère, anthroposphère. L'impératif catégorique actualisé par Hans Jonas doit dès lors être poussé encore plus loin. La maxime de l'action, à notre époque, doit être la suivante : Agis de telle sorte que les conséquences de ton action favorisent ou, du moins, n'entravent pas l'avènement d'un système de solidarité global. Agis de telle sorte que la pratique du pillage et d'externalisation en vigueur jusqu'ici puisse être remplacée par un éthos de la protection globale. Agis de telle sorte que les conséquences de ton action n'engendrent pas de nouvelles pertes de temps dans la négociation de ce virage, devenue indispensable dans l'intérêt de tous[16]. »

Texte rédigé par Dorothée Browaeys,
présidente de TEK4life,
avec la complicité de Jacques Huybrechts,
fondateur du Parlement
des Entrepreneurs d'avenir.

14. Jean Lauxerois, *La beauté des mortels,* Desclée de Brouwer, 2011
15. Emmanuel Kant, *Métaphysique des mœurs, première partie : Doctrine du droit,* Paris, Vrin, 2011.

16. Contribution de Peter Sloterdijk au Collegium International, lors du Colloque « Un monde en sursis », trad. O. Mannoni, Sénat, Palais du Luxembourg, Paris, 15 juin 2009.